

L'(en)pire américain

Depuis sa prise de fonction, Donald Trump bafoue l'Etat de droit, défie le Congrès et s'acharne à démanteler les services de l'Etat fédéral. Ivre de sa puissance, il prône la loi du plus fort, l'écrasement du plus faible et transforme ses alliés historiques en adversaires⁽¹⁾.

Maryse BUTEL, membre du comité de rédaction de *D&L*

Donald Trump a gagné l'élection présidentielle de novembre dernier face à Kamala Harris. Cette victoire, bien que notable, n'a pas été un raz-de-marée, mais plutôt un grand chelem. Le candidat républicain a remporté le vote populaire⁽²⁾, ainsi que 312 grands électeurs contre 226, en conquérant les sept Etats clés. Au Congrès, les républicains ont pris le contrôle du Sénat de justesse et ont conservé leur majorité à la Chambre des représentants⁽³⁾. Avec une Cour suprême qui leur est favorable, ils détiennent désormais tous les leviers du pouvoir. Lors de ce scrutin, Trump a élargi sa base électorale auprès de la classe ouvrière blanche et des Hispaniques. Son étalage

d'une masculinité exacerbée a conquis les hommes, jeunes et non diplômés. Toutefois, avec un taux de 46 %, sa popularité est la plus basse jamais enregistrée par un Président en début de mandat⁽⁴⁾. Acquis malgré une condamnation criminelle et des mises en accusation, cette victoire s'est construite sur le double mensonge de l'élection volée par Joe Biden en 2020 et l'assaut contre le Capitole, requalifié en manifestation patriotique.

Kamala Harris a mené une campagne solide, bien que trop brève en raison du changement tardif de candidat, et elle a pâti de l'impopularité de l'administration Biden. Sa défaite cuisante peut être attribuée au mécontentement lié à l'inflation, élevée dans les secteurs alimentaire et immobilier, ainsi qu'à une focalisation sur des enjeux d'identité et de démocratie au détriment des inquiétudes sur le pouvoir d'achat⁽⁵⁾ et l'accroissement des inégalités. La défense du droit à l'avortement, présenté comme un enjeu décisif de l'élection, a largement mobilisé les électrices qui ont manifesté leur désir de voir rétablir ce droit dans leurs Etats tout en choisissant de voter pour le candidat républicain.

« Festival glaçant de régression des droits »

A peine investi le lundi 20 janvier 2025, Donald Trump a donné le ton en lançant des attaques virulentes contre les droits des immigrants, l'environnement, la diversité, et les valeurs démocratiques. Un torrent de décrets, semblables aux directives les plus agressives du « Project 2025 » de Russell Vought, est venu inonder l'espace médiatique afin de prendre la presse de vitesse et réduire toute opposition au silence. Le Président a également défié la justice et gracié l'ensemble des mille-six-cents assaillants du Capitole, même les

plus lourdement condamnés, tels les chefs des milices d'extrême droite Proud Boys et les Oath Keepers⁽⁶⁾, ainsi que les militants anti-avortement.

Alors que ses thèmes de campagne majeurs portaient sur la lutte contre l'inflation et le contrôle de l'immigration, Donald Trump s'est d'abord attaqué aux femmes et aux minorités ethniques ou sexuelles. Un festival glaçant de régressions des droits a ciblé les personnes transgenres, ainsi que les programmes prônant la diversité, la parité et l'inclusion dans le monde du travail et les universités, signalant un retour à des politiques racistes. Selon Margaret Huang⁽⁷⁾, « *associer la diversité à de l'incompétence revient à dire que les femmes, les Noirs et les Latinos sont par essence moins capables qu'un homme, blanc* ».

La dislocation brutale de l'ordre mondial

Sur la scène internationale, Donald Trump s'est attaché à dégager les Etats-Unis de toute implication dans les instances mondiales. Il a sorti le pays de l'accord de Paris sur le climat, abandonné l'OMS⁽⁸⁾, supprimé l'agence d'aide humanitaire internationale des Etats-Unis (USAID), boycotté la Commission des droits humains de l'ONU et attaqué les juges de la CPI⁽⁹⁾.

Ses ambitions impérialistes visent à étendre le territoire américain, rappelant l'époque de la « destinée manifeste »⁽¹⁰⁾. Il enchaîne les déclarations fracassantes et les menaces, exprimant son souhait d'acheter le Groenland au Danemark, de s'approprier le canal de Panama, de contrôler Gaza et d'annexer le Canada. Il dessine un nouveau désordre mondial où les alliés sont des adversaires, où la relation politique devient mercantile, où la loi du plus fort prévaut sur la coopération et

(1) Article rédigé fin février 2025.

(2) Donald Trump a obtenu 773 millions de suffrages contre 75 millions pour Kamala Harris.

(3) Sénat: 53 républicains (47 démocrates); Chambre des représentants: 220 républicains (215 démocrates).

(4) « FiveThirtyEight », statistique du 26 février 2025.

(5) James Carville, éminent conseiller démocrate de Joe Biden, a souligné ce point dans un article du *New York Times* (NYT) du 2 janvier 2025.

(6) Enrique Tarrio avait été condamné à vingt-deux ans de prison et Stewart Rhodes à dix-huit ans. En plus des grâces accordées aux émeutiers, D. Trump a aussi gracié Ross Ulbricht, Silk Road, le criminel de la drogue ainsi que Rod Blagojevich, ex-gouverneur démocrate de l'Illinois, condamné pour corruption. Il a fait abandonner les charges contre le maire de New York City, Eric Adams.

(7) Présidente du Southern Poverty Law Center.

(8) Organisation mondiale de la santé.

(9) Cour pénale internationale.

(10) La « destinée manifeste » est une expression apparue en 1845 pour désigner la forme américaine de l'idéologie calviniste selon laquelle la nation américaine aurait pour mission divine l'expansion de la « civilisation » vers l'Ouest, et à partir du XX^e siècle dans le monde entier.

(11) Comme le souligne Ishaan Tharoor, chroniqueur en géopolitique au *Washington Post*.

(12) L'Immigration and Customs Enforcement est en charge des questions d'immigration.

(13) Department Of Government Efficiency.



A peine investi le 20 janvier 2025, Donald Trump a donné le ton en lançant des attaques virulentes contre les droits des immigrants, l'environnement, la diversité, et les valeurs démocratiques. Un torrent de décrets est venu inonder l'espace médiatique afin de prendre la presse de vitesse et réduire toute opposition au silence.

la diplomatie, et il rejette le multilatéralisme établi après 1945. Prêt à envisager un « nettoyage ethnique » des deux-millions de Palestiniens, « avec son mirage de "nouvelle Côte d'Azur du Moyen-Orient" », Trump semble « déterminé à engager les Etats-Unis dans une entreprise coûteuse, mortifère et potentiellement explosive »⁽¹¹⁾. Il entend céder à toutes les exigences de Poutine en Ukraine et sacrifier la sécurité des Européens.

Cette politique expansionniste s'accompagne d'une guerre commerciale radicale, marquée par des droits de douane élevés contre tous les Etats, qu'ils soient des partenaires ou des rivaux. D'abord orientée contre le Mexique, le Canada et la Chine, cette politique d'intimidation a amené l'en-

semble des pays concernés à adopter des mesures de rétorsion à l'encontre des Etats-Unis, faisant remonter l'inflation à 3%.

Pour les migrants, la fermeture brutale de la frontière mexicaine et la suppression de l'application permettant d'effectuer une demande d'asile ont privé des dizaines de milliers de personnes d'un accès légal. Trump prépare le terrain pour des reconduites massives à la frontière et organise l'incarcération des migrants dans les camps à Guantánamo. Après avoir limogé les juges les plus gradés de la Cour de l'immigration, il prévoit l'envoi de troupes de l'ICE⁽¹²⁾ et de l'armée dans les villes sanctuaires comme Chicago ou San Francisco. Mais l'attaque la plus virulente a été menée contre le 14^e amendement et vise la

suppression du droit du sol. Elle a immédiatement entraîné la réaction d'un juge qui a suspendu la directive présidentielle, considérant qu'elle est anticonstitutionnelle et que Trump outrepassé ses prérogatives. L'autorité ecclésiastique par l'intermédiaire de l'évêque Mariann Budde a publiquement manifesté sa désapprobation contre l'action présidentielle envers les migrants, lors d'un sermon.

L'Etat de droit et le gouvernement attaqués

Sur la scène nationale, au prétexte de réduire les dépenses inutiles, une offensive de démolition méthodique est menée contre le gouvernement fédéral, traité comme une entreprise à dépecer, sans aucun discernement. Le milliardaire Elon Musk, choisi en dehors de tout mandat démocratique pour diriger le nouveau DOGE⁽¹³⁾, l'autoproclamé Département de l'efficacité gouvernementale, a entamé un démantèlement sans précédent de la mécanique de l'administration fédérale.

« Donald Trump dessine un nouveau désordre mondial où les alliés sont des adversaires, où la relation politique devient mercantile, où la loi du plus fort prévaut sur la coopération et la diplomatie, et il rejette le multilatéralisme établi après 1945. »

Avec une radicalité totalement assumée, il torpille les agences fédérales, licencie cruellement les fonctionnaires, limoge les autorités, et effectue des coupes budgétaires. Dans tous les secteurs, de l'agriculture à la recherche scientifique, de la santé à la consommation, du nucléaire à l'éducation, il a gelé des milliards de dollars en prêts fédéraux, suspendu des bourses d'études et des programmes et annulé les communications des scientifiques. En effectuant une captation de systèmes névralgiques du Trésor et des impôts, il s'approprie des données sensibles dans ce qui s'apparente à un coup d'Etat administratif.

Elon Musk s'est empressé d'éviscérer l'emblématique USAID, dont les programmes dirigés vers les plus faibles étaient plutôt soutenus aux Etats-Unis et participaient au rayonnement américain dans le monde. Finis les programmes de lutte contre le sida, la malaria et la tuberculose. Même les Américains les plus vulnérables sont affectés par la suspension du financement des repas portés à domicile aux personnes âgées, des déjeuners à la cantine des enfants, des programmes de vaccination pour les plus pauvres. Selon Peter M. Shane⁽¹⁴⁾, il s'agit d'un « sabotage programmé et d'un non-respect de la loi effréné ».

Cette formidable régression de l'Etat s'accompagne d'une crise constitutionnelle. Le Président rompt l'équilibre entre les trois pouvoirs⁽¹⁵⁾ en s'octroyant des prérogatives que le Congrès, trop complaisant, lui permet d'exercer ; par exemple, le droit de fermer une agence fondée par le Congrès, de limoger des inspecteurs généraux sans préavis ou de geler des fonds accordés par le Congrès, alors que ce pouvoir est dévolu au Sénat.

Les oppositions peinent à trouver la riposte

L'opposition démocrate n'a pas encore apporté de réponse à sa défaite et Ken Martin, fraîchement élu à la tête du DNC⁽¹⁶⁾, s'interroge sur la stratégie à adopter pour contrer les politiques agressives du gouvernement. Les sénateurs, d'abord indécis et pétrifiés, occupent le terrain et font barrage à tous les candidats proposés par Trump. La société civile est bien plus réactive et une quarantaine de recours en justice ont été déposés par l'ACLU⁽¹⁷⁾ et le CCR⁽¹⁸⁾, qui tentent de faire échouer ou bloquer certaines directives, entre autres

« Sur la scène nationale, au prétexte de réduire les dépenses inutiles, une offensive de démolition méthodique est menée contre le gouvernement fédéral, traité comme une entreprise à dépecer, sans aucun discernement. »

sur le droit du sol. Des citoyens noirs vont lancer un mouvement de boycott de magasins qui refusent d'appliquer la politique de diversité. Un nouveau mouvement associatif appelé « 50 501 »⁽¹⁹⁾ vient de voir le jour et manifeste dans le pays. Cependant la société américaine demeure sidérée et, pour l'heure, ce sont surtout les procureurs qui agissent.

Les journalistes sont également l'objet de la détestation du Président et il attaque ceux qui font preuve de sens critique et questionnent ses actions. L'Associated Press a été interdite d'accès au bureau Ovale de la Maison Blanche et Eugene Robinson⁽²⁰⁾, journaliste au *Washington Post*, ainsi que Katherine Long, du *Wall Street Journal*, ont été publiquement vilipendés et taxés d'incompétence. Quatre grands médias américains⁽²¹⁾ doivent aussi plier bagage du Pentagone et sont rem-

placés par des tabloïds ou télévisions favorables à Trump⁽²²⁾. Les ambassades américaines ne sont plus autorisées à s'abonner à certains journaux, dont le *New York Times*.

Des ministres et courtisans inexpérimentés

Pour agir sans entraves, Donald Trump veut s'appuyer uniquement sur des courtisans dévoués à son service. Il avait déjà démontré qu'il n'avait aucun respect pour la loi et les valeurs de la démocratie. Ce mégalomane inspiré par l'appât du gain, la force et le culte de la personnalité teste et repousse les limites de la Constitution pour façonner le pouvoir à sa guise, et il se comporte davantage comme un roi que comme un Président. Au gouvernement, il s'est entouré de personnalités controversées, choisies pour leur capacité à lui obéir. Parmi ces courtisans, citons Pete Hegseth, secrétaire à la Défense, opposé à la présence des femmes dans les unités combattantes, favorable aux techniques d'interrogatoire condamnées par la convention de Genève et jugé « insuffisamment qualifié » par ses pairs, ou Robert F. Kennedy Jr, secrétaire d'Etat à la Santé, qui est un anti-vaccin notoire, ou, bien pire encore, l'inquietant Russell Vought, architecte du très droitier « Project 2025 », engagé comme directeur du Budget. Tulsi Gabbard, nommée à la tête des agences de renseignement, connue pour sa sympathie appuyée pour la Russie, complète la liste. Trump compte aussi utiliser les milliardaires à la tête des entreprises de la technologie de la Silicon Valley qui, dans une volte-face spectaculaire, ont plié genou devant lui. Cette nouvelle oligarchie dénoncée par Joe Biden dérègle à tout va et abreuve les réseaux sociaux de désinformation et de politiques d'extrême droite.

Brutalité, cynisme et intimidation sont devenus les outils politiques de Donald Trump en lieu et place de la négociation et de la diplomatie entre les pays. Ce changement de paradigme apporte de bien sombres perspectives et le mandat présidentiel va être douloureux, tant pour les Américains que le reste du monde. Le duo Trump-Musk sape l'œuvre des décennies précédentes et la rhétorique brutale et fascisante du Président nous accable. Mais, comme le soulignait John Wayne dans le western *The Cowboys*, « Avoir une grande gueule ne fait pas de vous un grand homme »⁽²³⁾... ●

(14) Edition du NYT du 5 février 2025.

(15) Le système de « checks and balances », ou procédure de contrôles et de contrepoids : selon la Constitution, un pouvoir contrôle les deux autres à chaque fois.

(16) Democratic National Committee : Comité national démocratie, instance nationale du parti.

(17) American Civil Liberties Union : Union américaine pour les libertés civiles.

(18) Center for Constitutional Rights : Centre pour les droits constitutionnels.

(19) « 50 501 », ou « Fifty Fifty One », signifie « 50 manifestations, 50 Etats, 1 mouvement ». Ce mouvement est largement soutenu par les démocrates élus au Congrès.

(20) Ce journaliste reconnu (quarante-cinq ans d'expérience) a reçu le prix Pulitzer.

(21) NYT, Politico, NBC News, National Public Radio (NPR).

(22) New York Post, One America News Network, Breitbart News Network.

(23) La citation d'origine est : « A big mouth don't make a big man. » Cité dans le NYT par Maureen Dowd, 15 février 2025.